

LES COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION DE LA HAUTE-SAVOIE



Louis Armand



Jean Fournier



Alban Vistel



René Bauden



Fernand Thévenet



Jean Carrier



Paul Morlon



André Devigny



François de Menthon



Tom Morel



François Morel Deville

LES COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION DE HAUTE-SAVOIE

DÉLÉGATION DE LA HAUTE-SAVOIE DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

**DÉLÉGATION DE LA HAUTE-SAVOIE DE L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE COMPAGNONS
DE LA LIBÉRATION**

AVANT-PROPOS

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle, depuis Londres, lance, en réponse au discours de capitulation du maréchal Pétain, un appel à la résistance à l'ennemi. Il invite les officiers et soldats français, les ingénieurs et ouvriers spécialisés des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec ou sans leurs armes à reprendre le combat à ses côtés.

Cet appel d'un homme seul donne naissance à la France libre, organisation politique et militaire qui a pour but de continuer la guerre aux côtés des Britanniques.

En été 1940, alors que la grande majorité des haut-savoyards se tournent vers le maréchal Pétain, 43 d'entre eux décident de poursuivre le combat. Ils seront 60 fin 1941.

Militaires engagés dans la Résistance extérieure, la France Libre, civils ou militaires engagés dans la Résistance intérieure, ils ont des âges différents et des profils qui le sont tout autant.

Parmi eux, onze haut-savoyards seront Compagnons de la Libération.

Jean Carrier et Tom Morel morts pour la France.

Louis Armand, René Bauden, André Devigny, Jean Fournier, François de Menthon, François Morel Deville, Paul Morlon, Fernand Thévenet et Alban Vistel.

La croix de la Libération est très sobre. C'est un écu de bronze qui porte un glaive chargé de la croix de Lorraine. Le ruban de leur croix symbolise l'attachement aux valeurs de la France. Le noir représente le deuil. Mais c'est le vert qui l'emporte, celui de l'espérance, de la conviction que la France ne peut mourir.

L'ordre est égalitaire. Il n'y a qu'un seul et unique grade.

Les compagnons représentent tous leurs camarades engagés dans la Résistance, qu'elle soit intérieure ou extérieure. Comme le dit si bien André Malraux « Il faut dire, répéter, proclamer que l'ordre de la Libération n'est pas formé d'hommes qui se sont séparés des autres par leur courage, mais bien d'hommes à qui le courage a donné la chance de représenter tous ceux qui, le cas échéant, n'avaient pas été moins courageux qu'eux. Il n'est pas une hiérarchie dans l'ordre de la Libération. Il est le symbole de la Libération ».

Ce sont ces hommes que nous avons voulu vous présenter à travers cette exposition. Elle retrace leur épopée. Vous remarquerez que certains ne sont pas nés sur cette terre savoyarde. Ils sont devenus haut-savoyards de cœur.

Leur parcours est exceptionnel. Ils portent en eux les valeurs de l'engagement, du patriotisme, de la solidarité dans la défense des libertés.

Dans ce monde incertain où la guerre est à nouveau à notre porte, où l'on s'interroge sur le sens du mot « **engagement** », le parcours de ces onze Compagnons nous invite à réfléchir. Ils sont bien sûr des modèles, mais ils sont surtout une boussole qui nous indique le chemin à suivre, chemin semé d'embûches.

C'est le sens de cette exposition qui sera présentée dans les villes du département et surtout dans les établissements scolaires.

L'ORDRE de LA LIBÉRATION

Créé le 16 novembre 1940 à Brazzaville par le général de Gaulle, chef des Français Libres, l'ordre de la Libération est destiné à récompenser les services exceptionnels menés par des personnes ou des collectivités civiles ou militaires s'étant signalées dans l'œuvre de libération de la France et de son Empire. Il ne comporte qu'un seul et unique grade.

Un décret, pris à Londres le 29 janvier 1941, en règle l'organisation et fixe les caractéristiques de l'insigne conçu par le capitaine des forces françaises libres, Tony Mella. La première promotion, datée du 29 janvier 1941, fut de cinq membres qui formèrent le premier conseil de l'ordre de la Libération.

Parmi les croix de la Libération décernées par le général de Gaulle (dont 271 à titre posthume), cinq furent attribuées à des collectivités (Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux en Vercors et l'île de Sein), dix-huit à des formations militaires et 1038 à titre individuel dont six femmes (*Berty Albrecht, Laure Diebold, Marie Hackin, Marcelle Henry, Simone Michel-Lévy et Emilienne Moreau-Evrard*), cinquante-deux étrangers parmi lesquels Churchill, Eisenhower, Mohamed V et Georges VI.

Beaucoup sont morts avant la libération de la France comme Jean Moulin, Félix Eboué, le capitaine de frégate Honoré d'Estiennes d'Orves, Pierre Brossolette ou encore le colonel Jean Colonna d'Ornano. D'autres noms connus font partie des 1038 Compagnons de la Libération : René Cassin, Pierre Clostermann, le général Jean de Lattre de Tassigny, le général Leclerc de Hautecloque, André Malraux, Pierre Messmer, René Pleven et Maurice Schumann pour n'en citer que quelques-uns.

C'est le chef de la France Libre qui remet lui-même, chaque fois que possible, l'insigne de l'ordre en prononçant la formule suivante :

« *Nous vous reconnaissons comme notre Compagnon pour la libération de la France dans l'honneur et par la victoire.* »

L'ordre de la Libération est clos depuis le 23 janvier 1946, à deux exceptions près : Wiston Churchill en 1958 et le roi Georges VI en 1960.

La décoration est un écu de bronze poli de 33mm de haut sur 30 mm de large, portant un glaive de 60 mm dépassant de haut en bas, la poignée vers le haut.

La lame du glaive est chargée d'une croix de Lorraine noire. Au revers est inscrite la devise
« **PATRIAM SERVANDO TULIT** ». **En servant la Patrie, il a remporté la victoire.**



Verte et noire, elle est aux couleurs du deuil et de l'espérance.

Le ruban est vert, rayé de deux filets noirs verticaux et bordé de deux bandes plus épaisses de la même couleur.

La croix de la Libération se porte immédiatement après la Légion d'Honneur.

A noter que les descendants directs de Compagnons de la Libération sont autorisés à porter, sur la poitrine à droite, la croix de leurs parents défunts à l'occasion des cérémonies commémoratives organisées par l'Ordre.

Jusqu'en 2012, le conseil de l'Ordre était formé de cinq Compagnons qui élisaient parmi eux le chancelier pour un mandat de quatre ans renouvelable.

De janvier 1941 à novembre 2012 huit chanceliers se sont succédé :

- Amiral Georges Thierry d'Argenlieu (1941-1958)
- Général François Ingold (1958-1962)
- Monsieur Claude Hettier de Boislambert (1962-1978)
- Général d'armée Jean Simon (1978-2002)
- Général d'armée Alain de Boissieu (2002-2006)
- Monsieur Pierre Messmer (2006-2007)
- Monsieur le professeur François Jacob (2007-2011)
- Monsieur Fred Moore (2011-2012)

Depuis le 16 novembre 2012, la fonction de chancelier a été remplacée par celle de Délégué National. Monsieur Fred Moore a été le premier délégué national jusqu'en février 2017. Il a été ensuite nommé chancelier d'honneur. A son décès, monsieur Daniel Cordier a exercé cette fonction. Hubert Germain a été le dernier chancelier d'honneur de l'Ordre de la Libération.

Depuis 2017, le général de division (2S) Christian Baptiste est le délégué national de l'ordre de la Libération.

Fourragère de l'ordre de la Libération

En 1995, pour rendre hommage à tous ceux qui servirent dans les unités, bâtiments de guerre et formations aériennes dont les drapeaux et étendards portent la croix de la Libération, Jacques Chirac, président de la République, émet le souhait que soit créé une fourragère aux couleurs de l'ordre de la Libération.

Le 23 janvier 1996, un arrêté du ministre de la Défense en définit les règles.

Elle a été remise symboliquement le 18 juin 1996 aux chefs de corps des unités concernées ou héritières du patrimoine des unités.

Les formations suivantes ou leurs héritières ont droit au port de la fourragère de l'ordre de la Libération.

ARMÉE de TERRE



Bataillon de Marche n° 2



13° Demi-Brigade
de Légion Etrangère



Bataillon d'Infanterie de Marine
et du Pacifique



Régiment du Tchad



2° Régiment
d'Infanterie coloniale



Régiment de Marche
des Spahis Marocains



1^{er} Groupe du 3^e Régiment
d'artillerie coloniale



501^e Régiment de
Chars de Combat



3^{ème} Régiment d'artillerie
de Marine

ARMÉE de L'AIR



Escadrille de chasse n°1



Régiment
Normandie-Niemen



Groupe de chasse
Ile de France



Groupe de bombardement
Lorraine



Groupe de chasse
Alsace



2^e Régiment de chasseurs parachutistes
de l'armée de l'Air

MARINE NATIONALE



1^{er} Régiment
de fusiliers marins



Corvette Aconit



Sous-marin Rubis

LOUIS ARMAND

DE POLYTECHNIQUE A LA RESISTANCE



Musée de
l'Ordre de la Libération

Louis Armand est né le 17 janvier 1905 à Cruseilles dans une famille d'instituteurs. Ses études secondaires débutent à Annecy et se poursuivent au lycée du Parc à Lyon.

En 1924, il entre second à Polytechnique. Il fait son service militaire à l'Ecole d'Artillerie à Fontainebleau, puis au 2^{ème} Régiment d'Artillerie Divisionnaire à Grenoble. En 1927, il entre à l'Ecole des Mines et sort Major de sa promotion.

Il débute comme ingénieur des mines à Clermont-Ferrand. En 1934, il entre à la compagnie des chemins de fer Paris Lyon Marseille (PLM) et devient cadre de la SNCF en 1938 quand celle-ci absorbe la compagnie PLM.

En septembre 1939, il est mobilisé sur place.



A Polytechnique
Musée de l'Ordre de la Libération

Français Libre

Après la défaite de 1940, il collecte pour la Résistance des renseignements transmis par différents canaux. En 1942, il refuse le poste de Secrétaire général de l'Industrie proposé par Pierre Laval.



Au contraire, il prépare l'action des cheminots sur l'ensemble du territoire.

En 1943, il entre en contact avec Jean Guy Bernard, responsable de la section Fer au sein du Noyautage des Administrations Publiques (N.A.P.) et fonde le réseau Résistance-Fer. Jean Guy Bernard étant arrêté, il le remplace en



janvier 1944 à la tête du NAP-Fer.

Des renseignements essentiels sont fournis aux Alliés sur les déplacements de l'ennemi. En 1944, chef du service du matériel de la traction pour le Sud-Ouest, il participe à la mise en place du « Plan Vert », organisant les sabotages et la paralysie des mouvements ferroviaires pour le jour J.

Arrêté le 24 juin 1944, il est sur la liste des otages incarcérés à Fresnes. L'*Intelligence Service* britannique intervient auprès de Nordling, ambassadeur de Suède, dans les négociations lors de la libération de Paris. Il échappe à la déportation et il est libéré par les Allemands le 18 août 1944.



Par décret du 18 novembre 1944, il est fait Compagnon de la Libération.

Après-guerre

Dès 1945, il est nommé à la tête du service central du matériel à la SNCF avant de devenir Directeur Général adjoint en 1946.

Il va œuvrer pour l'électrification du réseau français, mettre en place le système d'attelage automatique, moderniser la signalisation.

En 1949, Louis Armand devient Directeur Général de la SNCF avant de prendre la présidence de l'Union Internationale des Chemins de Fer en 1953.

Les nominations vont s'accumuler : 1955-1958 Président de la SNCF et administrateur de l'ENA, 1957 à la tête de la société du tunnel sous la Manche. Il préside Euratom de 1958 à 1959 avant de prendre la direction des Houillères de Lorraine de 1959 à 1964.

Ses compétences font de lui le président de l'Union internationale des Chemins de Fer.

Il préside le conseil de perfectionnement de l'École Polytechnique avant de devenir Président de la commission de l'énergie nucléaire.

Il entre à l'Institut des Sciences Morales et Politiques en 1960.

L'Académie Française lui ouvre ses portes en 1963.

Le 30 août 1971, il s'éteint à Villers sur Mer (Calvados) et il est inhumé à Cruseilles.



Louis Armand lors de sa réception à l'Institut des Sciences Morales et Politiques

Un peu oublié des jeunes générations, l'on retiendra de lui son savoir, son humanité, son enthousiasme et sa sincérité, de belles qualités de toutes les époques.

Grand Officier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération (décret du 18 novembre 1944)
Croix de guerre 1939-1945 avec palme
Commandeur des Palmes Académiques
Commandeur de l'ordre de l'Empire britannique
Medal of Freedom (USA)

RENE BAUDEN, SEPT ANS SOUS LES DRAPEAUX !



Il naît à Watten (Nord) le 16 juillet 1918. Membre d'une famille de huit enfants, il a cinq ans lorsque sa famille arrive à Paris pour s'installer dans le XVème arrondissement. Sportif, il est membre du « Patro » et pratique la gymnastique, l'athlétisme et le basket. Son père, gazé pendant la Grande Guerre, abandonne son métier de comptable. Mère et enfants améliorent le revenu familial en fabriquant des nids d'oiseaux pour les cages vendues par les établissements Vilmorin. A treize ans, victime d'une injustice, il décide de quitter l'école en 5^{ème} et entre à la Poste comme télégraphiste.

Rebelle de la première heure

Le 3 novembre 1938, il est incorporé au bataillon de l'Air 116 pour deux années de service militaire.

En décembre 1939, volontaire pour servir au Liban, il rejoint la Base 189 de Rayack (Syrie) où il suit le peloton d'élèves sous-officiers.

En juin 1940, il est abasourdi par la défaite et refuse de poser les armes. Avec une quinzaine de camarades, il déserte pour rejoindre l'Égypte en « volant » trois camions et deux avions afin de s'engager dans la Royal Air Force.



Les évadés de Djibouti sur la base de la RAF d'Aden le 6 septembre 1940 : Le sergent Mery, l'adjudant Duprat, le sergent Bauden, le sergent-chef Guyot, le lieutenant Magendie, l'adjudant Giocanti. (Coll. M. Guyot)

Collection René Bauden

Français Libre

Il signe son engagement au Caire en juillet 1940.



Mandat d'arrêt
Collection René Bauden

Considéré comme déserteur, un mandat d'arrêt en date du 18 septembre 1940 est signé par le juge d'instruction du tribunal de Beyrouth. Il sera condamné à dix ans de travaux forcés par Vichy. Sa plus belle décoration disait-il !

Intégré à la Royal Air Force, il est affecté à Aden à « la Number One French Bomber Flight » et participe à la campagne d'Érythrée.

Il combat en Lybie notamment au-dessus d'Adjedabia. Radio-mitrailleur sur Blenheim, il descend le Messerschmidt 109 de Joachim Marseille, as de la Lutwaffe, le 20 décembre 1941. Tous les ans, les rescapés de cette bataille, Bauden, Ezanno, Tournier et Beaumont, se sont téléphonés.

Quand les Forces Aériennes Françaises Libres sont créées, il intègre l'escadrille Nancy du groupe de bombardement Lorraine.

La France Libre est sa seconde famille. L'âpreté des combats, la vie dans le désert, la perte des camarades, la fraternité des bons et des mauvais jours soudent ces hommes coupés de leur pays et de leur famille.



Ezanno, Tournier et Bauden
Collection René Bauden



Escadrille Nancy du Groupe Lorraine
René Bauden est assis sous la croix de Lorraine
avec un bérêt. Collection René Bauden

Après la campagne de Libye, le Groupe Lorraine rejoint l'Angleterre depuis Suez. C'est un long voyage par le cap de Bonne Espérance pour arriver à Glasgow le 1^{er} janvier 1943.

Après une courte période de formation sur de nouveaux avions, le Groupe repart en mission. Le 25 janvier 1944, il ramène son équipage : le pilote Arnaud Langer est aveuglé par des éclats de verre et Romain Gary est évanoui, ayant reçu deux éclats d'obus.

Le 29 décembre 1944, il est fait Compagnon de la Libération.

Il comptera 94 missions de guerre et des centaines d'heures de vol avant de finir au Groupe de transport 1/15 sur Dakota.

Il est démobilisé en 1945. Après sept ans sous l'uniforme, il estime avoir rempli son devoir. Le 23 octobre 1945, il épouse une Anthychoise Hélène Burnat rencontrée au Caire. Parce que sa famille a touché la moitié de son salaire de postier pendant la durée de la guerre, il ne pourra entrer à Air France ! Il est même inquiet par la police qui vient le chercher sur son lieu de travail à propos de sa condamnation par Vichy pour désertion. Un comble ! La même mésaventure arrivera à Hubert Germain, dernier Compagnon de la Libération.

Il fera une grande partie de sa carrière professionnelle au service des Chèques Postaux à Paris dans le XV^{ème} arrondissement.

Interrogé par le journal interne de la Poste, il déclarera « Nous

sommes deux Compagnons de la Libération, le Ministre Robert Galley et moi ! » Rendez-vous est pris et c'est Hubert Germain, Compagnon de la Libération, nouveau ministre des PTT, qui lui remettra la cravate de Commandeur de l'Ordre du Mérite National.

Il s'installe à Anthy en 1978. Président des Anciens Combattants, Président du club vermeil qu'il crée, participant actif du comité des fêtes, il passe une heureuse retraite et s'éteindra le 30 octobre 2011.



Remise de la croix de Compagnon de la Libération. A gauche, René Bauden
Collection ECPAD



Elevé au rang d'Officier de la Légion d'Honneur
le 18 juin 1996 dans les salons de l'Élysée.
Collection René Bauden

*Officier de la Légion d'Honneur.
Compagnon de la Libération décret du 29 décembre 1944
Commandeur de l'Ordre National du Mérite
Médaille Militaire
Croix de guerre (5 citations)
Croix du Combattant
Croix du Combattant Volontaire
Médaille de la France Libre
Médaille Coloniale.*

JEAN-CLAUDE CARRIER

ARTISAN ÉBÉNISTE RÉSISTANT DE LA PREMIÈRE HEURE

Une enfance heureuse



Jean-Claude Carrier
Collection Famille

Jean-Claude Carrier est né le 20 janvier 1897 dans la maison familiale d'Anthon à Mieussy. Il sera dans l'usage appelé Jean Carrier. Il est issu d'une famille républicaine et laïque d'artisans ruraux. Son père, ébéniste, est maire de Mieussy pendant 4 mandats et conseiller général en 1916.

Jean Carrier fréquente l'école de Mieussy et obtient le Certificat d'Étude Primaire (C.E.P.) à l'âge de 10 ans et poursuit ses études au collège de Bonneville jusqu'à 14 ans, âge auquel il rejoint l'atelier de son père pour apprendre le

métier du bois.



La famille Carrier en août 1943
Collection Famille

La guerre 1914-1918

Mobilisé en janvier 1915 au 1^{er} Régiment d'artillerie de montagne (1^{er} RAM), il prend part aux combats d'Alsace et de Champagne. Il est blessé en 1917. Brigadier, en occupation en Rhénanie, il est démobilisé le 24 septembre 1919.



Au 1^{er} R.A.M.
Collection Famille

Une vie syndicale et professionnelle

En 1920, il s'installe à Paris avec son épouse pour apprendre l'ébénisterie et adhère à la S.F.I.O.

Après ce séjour à la capitale pour parfaire sa formation professionnelle, il revient en 1930 en Haute-Savoie et installe son atelier d'ébénisterie à Ville-en-Sallaz. Il poursuit également ses activités politiques et syndicales à la S.F.I.O.

Un homme engagé dans la Résistance



Septembre 1939 Mobilisé à Domène (Isère)
Collection Famille

Mobilisé à 42 ans en septembre 1939, il est affecté sur place au contrôle des usines de métallurgie du département.

Le 22 juin 1940 est signé l'armistice avec l'Allemagne et le 24 juin avec l'Italie. La Haute-Savoie se trouve en Zone sud, dite Zone libre. Le 27^e BCA est la seule unité militaire de l'Armée d'armistice dans le département.

Jean Carrier refuse la défaite et cherche le moyen de s'opposer à l'armistice.

Par l'intermédiaire d'un ami, il entre en contact avec le mouvement « **La Dernière Colonne** » fondé par Edouard Corniglion-Molinier et Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Ce

mouvement destiné au sabotage sera à l'origine de la création du mouvement « **Libération Sud** » dont Jean Carrier sera le pionnier dans les Alpes du Nord.

Au printemps 1942, sur recommandation de l'organisation Carte, Jean Carrier est recruté pour l'ouverture d'un passage vers la Suisse par le Haut Giffre.

En février 1942, recherché par la police de Vichy pour menées antinationales, il entre dans la clandestinité sous différents noms d'emprunt, sacrifiant toute vie de famille alors que son épouse vient de mettre au monde son troisième fils.

De mai à août 1942, il est le créateur et l'organisateur des premiers chalets-refuges pour les personnes

recherchées par Vichy : chalet du Môle, chalets de Sommand-Mieussy et ceux de Verchaix.

La loi du 16 février 1943 instaure le Service du Travail Obligatoire (STO). Les réfractaires affluent dans les montagnes. Il faut les accueillir, les nourrir et les équiper dans des chalets-refuges qui deviendront des maquis.

Ceux-ci se développent sur tout le territoire de la vallée du Giffre et du Haut Chablais.



Camps de maquis organisés et dirigés par J. Carrier
Collection Famille



Fausse carte d'identité au nom de
Cheminade Jean
Collection Famille

Le drame de Pouilly sur Saint Jeoire

Le 3 décembre 1943, deux sections de S.S. cernent la maison de Jean Carrier à Ville-en-Sallaz. Mais celui-ci n'est pas chez lui.

Le 28 janvier 1944, c'est le drame de Pouilly et la fin de Jean Carrier.



Ruines du village de Pouilly
Collection Famille

Après avoir mené une embuscade dans la vallée du Giffre, Jean Carrier se réfugie dans la maison de ses beaux-parents à Pouilly. Celle-ci est encerclée par trois sections de S.S. dans la soirée. Sa famille évacuée grâce à un officier du détachement, Jean Carrier répond à coups de mousqueton et grenades à main.

Les Allemands mettent alors le feu à la maison. Après avoir abattu onze S.S., Il disparaît brûlé vif dans l'incendie de sa maison. Avant de quitter les lieux, les S.S.

incendient les autres maisons du village.

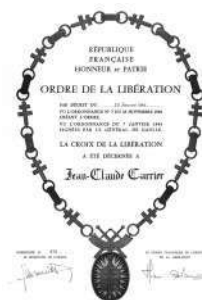
Deux jours plus tard, l'emplacement du corps de Jean Carrier est reconnu par son beau-frère grâce aux restes métalliques du mousqueton, d'un pistolet d'ordonnance qui ne le quittait jamais et d'une montre à gousset marquée à son nom.

Ces objets seront rendus plus tard à son épouse. Après la mort de sa mère, son fils Jean-Claude les remettra au Musée de l'Ordre de la Libération où ils sont exposés.

Une cérémonie d'enterrement collectif des victimes de Pouilly se déroule le 31 janvier 1944.

Le cortège formé par les familles est encadré par les soldats allemands de l'église au cimetière de Saint-Jeoire.

Les cendres de Jean Carrier reposent actuellement dans le caveau familial au cimetière de Ville-en-Sallaz.



Collection Famille

Par décret du 20 janvier 1946, Jean Carrier est nommé Compagnon de la Libération.

Il est homologué à titre militaire au grade de capitaine des Forces françaises de l'intérieur (FFI).



18 août 1946, à Annecy

Remise de la Croix de la Libération à son fils Jean-Claude aux côtés de sa mère.

Collection Famille

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération- décret du 20 janvier 1946
Croix de guerre 1939-1945 (une citation)
Médaille de la Résistance*

ANDRÉ DEVIGNY

UN CONDAMNÉ À MORT S'EST ÉCHAPPÉ

Sa jeunesse



Fonds Devigny

André Devigny est né le 25 mai 1916 à Habère-Lullin dans une famille d'agriculteurs de forte tradition patriotique.

Pupille de la Nation, il est élève à l'École normale d'instituteurs de Bonneville. Après avoir suivi une préparation militaire supérieure, il est admis à l'École d'officiers de Saint Maixent dans la promotion général Weygand.

La guerre

A la veille d'entrée en guerre, il est nommé sous-lieutenant et affecté au 5^{ème} Régiment de tirailleurs marocains qui opère en Lorraine. En décembre 1939, il mène une contre-attaque à la baïonnette à la tête de sa section dans des conditions d'infériorité numérique et parvient à repousser l'attaque allemande.

Cette action lui vaut de recevoir la Légion d'Honneur à 23 ans. Il est alors le plus jeune chevalier de la Légion d'Honneur et le premier de la guerre.

Gravement blessé à Ham (Somme) en mai 1940, il est évacué sur l'hôpital de Bordeaux. Il en sort en octobre et tente de rejoindre l'Angleterre.

N'y parvenant pas, il entre en contact avec les services de renseignements britanniques à Genève en décembre 1940. Ils lui conseillent de rejoindre le 5^{ème} RTM au Maroc afin de mettre sur pied une cellule de renseignements qui agira, notamment, dans le cadre du débarquement allié de novembre 1942.

Affecté en octobre 1942 à l'École de Saint-Maixent, il sera démobilisé en novembre 1942 à la suite de la dissolution de l'armée d'armistice.

La Résistance

Afin de poursuivre le combat, il prend contact avec le consulat britannique à Genève qui le recommande au colonel Groussard. Celui-ci lui confie l'organisation d'un réseau de renseignement militaire couvrant la zone sud de la France.

Ce réseau, dit « Gilbert », est rapidement opérationnel et efficace : préparation du débarquement de Provence, sabotage de la poudrerie de Toulouse, élimination du chef du contre-espionnage italien sont ses premières actions.

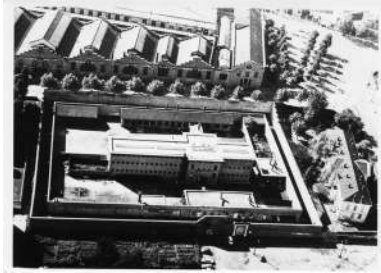


Remise de la croix de chevalier de la Légion d'Honneur
Fonds Devigny

Il crée également un service de passage vers la Suisse qui sera utilisé par toute la Résistance. Le passage se fait en trois étapes nécessitant le service de quatre personnes : l'adjudant de gendarmerie Genoud, son adjoint le gendarme Curtet et les demoiselles Gubier et Marmoud qu'André Devigny appelle « Les Hirondelles de la frontière ».



Maison des « Hirondelles » sur la frontière
Mairie de Gaillard



Vue aérienne de la prison de Montluc
Fonds Devigny

Arrêté par la Gestapo le 17 avril 1943 en gare d'Annemasse, il est interné à la prison de Montluc à Lyon. Blessé lors d'une évasion pendant un transfert, il est capturé.

Condamné à mort le 20 août 1943, il s'évade par le toit de la prison avec son compagnon de cellule. Repris à Vaulx-en-Velin avec son compagnon, il s'échappe encore en sautant dans le Rhône et reste pendant 5 heures dissimulé dans la vase. Cette évasion sera portée à l'écran par Robert Bresson en 1956 sous le titre « Un

condamné à mort s'est échappé ».

Après avoir rejoint la Suisse, il gagne l'Espagne le 25 janvier où il est incarcéré pendant deux mois.

A la mi-avril 1944, il est à Casablanca.



Fausse carte d'identité après son évasion
Fonds Devigny



Il demande à servir à la brigade des commandos parachutistes et se distingue lors du débarquement de Provence et pendant la campagne d'Alsace. Il termine la guerre comme capitaine.

Il est nommé Compagnon de la Libération par décret du 27 décembre 1945.

L'après-guerre

Il sert en Allemagne, puis est nommé chef du Service central des sports des forces armées. Lieutenant-colonel en 1957, il commande successivement trois secteurs en Algérie et il est blessé au combat en 1959.

Il termine sa carrière militaire comme chef du Service Action du Service de Documentation Extérieur et du Contre-Espionnage (SDECE).

Général de brigade en 1971, il se retire à Hauteville sur Fier où il décède le 12 février 1999 et où il est inhumé.

*Grand officier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération – décret du 27 décembre 1945
Croix de guerre (8 citations)
Croix de la Valeur Militaire (4 citations)
Médaille de la Résistance
Médaille des Evadés*

JEAN FOURNIER

PILOTE DANS LES FORCES AÉRIENNES FRANÇAISES LIBRES



Musée
de l'Ordre de la Libération

Jean Fournier est né à Annecy le 21 mai 1917 dans une famille de commerçants. Il est d'abord élève dans un collège de Villefranche sur Saône, puis au lycée Henri IV à Paris. Après de brillantes études, il obtient une licence de Lettres classiques.

Mobilisé dans l'Infanterie en septembre 1939, il demande à servir dans l'armée de l'Air.

Il rejoint le 106^{ème} Bataillon de l'air à Bordeaux, puis l'Ecole des observateurs de Rabat au Maroc. Il est breveté en août 1940.

Il est démobilisé au Maroc comme aspirant de réserve sans avoir combattu. Voulant rejoindre l'Angleterre, il obtient d'être nommé comme

professeur au lycée français de Tanger.

De là, il rejoint Gibraltar, puis l'Angleterre le 27 octobre 1940.

Français libre

En accord avec le général de Gaulle, les Français libres souhaitant servir comme pilotes sont formés au sein de la Royal Air Force (RAF) pendant 8 à 9 mois.

Jean Fournier suit ce cycle de formation et il est breveté pilote fin août 1941. Après un bref passage aux 17^{ème} et 132^{ème} Squadrons, il est affecté au groupe de chasse « *Ile de France* » créé le 1^{er} septembre 1941. Il est alors sous-lieutenant.

Le 14 mars 1943, la disparition du commandant du groupe « *Ile de France* » entraîne Jean Fournier à la tête de celui-ci avec le grade de commandant. Basé



L'escadrille Ile de France avant un vol
Fondation de la France libre

en Ecosse, puis dans le sud de l'Angleterre, le groupe assure de nombreuses missions au-dessus de la France dans le cadre du futur débarquement : escorte de bombardiers, destruction de voies de communication et d'installations portuaires.

Le 6 juin 1944, Jean Fournier à la tête de son groupe participe à la couverture aérienne du débarquement.

Le 19 août le groupe de chasse s'installe près de Bayeux. Les missions consistent à appuyer les troupes alliées dans leur avancée en Belgique et aux Pays-Bas.



Insigne de l'escadrille Ile de France
Fondation de la France libre



Jean Fournier en 1944
Fondation de la France libre



Il est nommé Compagnon de la Libération par décret du 20 novembre 1944.

Fin novembre 1944, il quitte le commandement du groupe, totalisant 274 missions de guerre et une victoire aérienne homologuée.

Après-guerre

Il poursuit une carrière dans l'armée de l'Air et occupe différents postes dans des états-majors interalliés, puis en Indochine où il effectue 25 missions de combat. Gravement blessé en juillet 1953, il est rapatrié en France. Après une longue convalescence, il est affecté à l'état-major de l'OTAN.

Colonel en 1959, il prend le commandement de la Base Aérienne 279 de Châteaudun.

Voulant sans cesse se perfectionner aux commandes de nouveaux chasseurs, il accumule les entraînements.

Il disparaît le 26 août 1961 aux commandes d'un Fouga-Magister, alors qu'il allait prendre le commandement de la base de Creil.

Il est inhumé au cimetière de Loverchy à Annecy.



Fouga-Magister à la Base de Châteaudun



Inhumation du colonel Jean Fournier à Annecy (cimetière de Loverchy)

Le 30 août 1961

Photo Dauphiné Libéré

*Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération par décret du 20 novembre 1944
Croix de guerre 1939-1945 (8 citations)
Croix de guerre des Opérations Extérieures (une citation)
Distinguished Flying Cross (Grande-Bretagne)
Distinguished Flying Cross (Etats-Unis)*

FRANÇOIS DE MENTHON

UNIVERSITAIRE, HUMANISTE, RÉSISTANT DE LA PREMIÈRE HEURE

Jeunesse et engagement



François de Menthon naît en 1900 à Montmirey-la-ville (Jura) et passe son enfance au château familial de Saint-Loup. Étudiant à la Faculté de Dijon, il adhère en 1919 à l'Association catholique de la jeunesse française (A.C.J.F). Il poursuit ses études de droit à Paris, interrompues par trois années de service militaire. En 1922, il épouse Nicole de Saint Seine. Ils auront six enfants.

En 1926, il devient président national de l'A.C.J.F. et milite pour un catholicisme progressiste et social. Avec son ami Georges Bidault, il prend position contre l'Action française.

En 1930, agrégé de droit, il est nommé professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Nancy, et vit en Lorraine avec sa famille. Il adhère au Parti démocrate populaire. De 1933 à 1935 il est conseiller municipal de Nancy.



Faculté de droit de Nancy

Résistant de la première heure

En 1939, à la déclaration de guerre, François de Menthon s'engage volontairement dans l'armée alors que son statut de père de six enfants l'en dispensait. Capitaine au 133^{ème} Régiment d'infanterie de forteresse (R.I.F), il est blessé au combat le 18 juin 1940. Refusant la défaite, il adhère aussitôt à l'Appel du général de Gaulle. Il s'évade de l'hôpital de Saint-Dié et rejoint la zone libre pour entrer en résistance. En septembre 1940, il retrouve sa famille à Annecy.



Au 133 R.I.F.
(Fond de Menthon)



Journal La Liberté
(Fonds de Menthon)

Professeur à la faculté de droit de Lyon en octobre 1940, il crée avec ses amis, dont Pierre-Henri Teitgen, le mouvement de Résistance *Liberté* et son journal clandestin. Quelques mois plus tard, des membres de *Liberté* sont arrêtés, dont François de Menthon qui sera finalement libéré.

Fin 1941, François de Menthon et Henri Frenay fusionnent leurs mouvements et fondent *Combat* qui jouera un rôle important dans la Résistance.

En janvier 1942, François de Menthon accueille clandestinement Jean Moulin, Henri Frenay et Pierre Henri Teitgen au château de Menthon. L'objectif est de préparer l'unification de la Résistance en zone sud. Jean Moulin lui confie la création du Comité Général d'Etudes chargé de réfléchir à l'avenir de la France à la Libération.



Jean Moulin

Le 2 mai 1942, François de Menthon est molesté à Annecy par le service d'ordre de la Légion de Vichy. "L'affaire de Menthon" choque une bonne partie de la population haut-savoiarde et l'incite à la résistance.

Révoqué de l'université en juillet 1942, assigné à résidence, de plus en plus surveillé par la police de Vichy, François de Menthon entre dans la clandestinité.

François de Menthon rejoint de Gaulle à Alger



Au Comité
Français de Libération Nationale
F. de Menthon est à gauche.
(Arch. dép. Haute-Savoie 135J117)

A l'été 1943, il quitte la France pour Londres puis Alger où il rejoint le Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.) dirigé par le général de Gaulle. Commissaire à la Justice, il prépare les textes juridiques du futur gouvernement provisoire de la France, dont l'ordonnance d'avril 1944 instituant le droit de vote des femmes.

En septembre 1944, à Paris, il est nommé Garde des Sceaux dans le gouvernement provisoire dirigé par le général de Gaulle à la Libération. Il conduit des réformes essentielles sur le traitement carcéral et sur l'enfance délinquante. On lui doit, en particulier, la création des juges des enfants. Il a également en charge le dossier complexe de l'épuration. Il démissionne le 30 mai 1945.

Par décret du 16 octobre 1945, il est fait Compagnon de la Libération.



Le procès de Nuremberg



F. de Menthon à Nuremberg
(Fonds de Menthon)

En novembre 1945, par décision du Général de Gaulle, il occupe le poste de procureur de la France au procès de Nuremberg qui doit juger les criminels nazis.

Engagement politique national et européen

Fin 1944, il fonde avec ses amis politiques le Mouvement Républicain Populaire, le M.R.P., parti important issu de la Résistance.

De juin à novembre 1946, dans un contexte économique très difficile, il est Ministre de l'Économie Nationale dans le 1^{er} gouvernement de la IV^{ème} République dirigé par G. Bidault. Européen convaincu, il participe à la création du Conseil de l'Europe et au lancement de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Député de la Haute-Savoie de 1945 à 1958, il vote contre la Constitution de la V^{ème} République en 1958 et se retire de la vie politique nationale.

Il retrouve sa chaire de professeur de droit à Nancy jusqu'en 1968. Il fonde et dirige le Centre européen universitaire.



Professeur de droit
(Fonds de Menthon)



Maire de Menthon Saint Bernard
(Fonds de Menthon)

L'élu local

Conseiller général de la Haute-Savoie de 1951 à 1958, maire de Menthon Saint-Bernard de 1945 à 1977, il s'investit avec conviction au service de sa commune : modernisation, développement du tourisme, préservation du lac, etc.

Il est Président de l'Association des Maires de la Haute-Savoie de 1954 à 1977.

François de Menthon décède le 2 juin 1984 et repose au cimetière de Menthon Saint-Bernard.

*Officier de la Légion d'Honneur
Croix de la Libération décret du 16 octobre 1945
Croix de Guerre 1939-1945*

FRANÇOIS MOREL DEVILLE

LE SPAHI DE LA 2^e DIVISION BLINDÉE



Musée de l'Ordre de la Libération

François Morel Deville est né le 15 mai 1910 à Annecy. Après ses études, il choisit le métier des armes et plus spécialement la Cavalerie. En 1934, il est sous-lieutenant à l'Ecole de cavalerie de Saumur.

En 1935, il rejoint le 1^{er} Régiment de Spahis Marocains à Alep en Syrie. Au moment de l'armistice, le régiment est en manœuvre dans le Golan près de la frontière palestinienne.

Français libre

Début septembre 1940, François Morel Deville profite d'une permission pour passer à cheval la frontière de Palestine à Deraa pour rallier les Forces Françaises Libres.

Il est chef de peloton à l'escadron du capitaine Jourdié du Groupe de reconnaissance du corps d'armée. Affecté à la 5^e Division Indienne, l'escadron rejoint l'Erythrée pour combattre les Italiens auprès des Britanniques.

Il reçoit le baptême du feu dans les combats d'Umbrega en janvier 1941 et participe avec son peloton à une des dernières charges à cheval de l'Armée Française.



En Erythrée
Fondation de la France libre



Le 1^{er} février 1941, il est fait Compagnon de la Libération.

En mai 1941, l'escadron est de retour en Palestine. Un deuxième escadron constitué en grande partie de coloniaux venant du Tchad est créé. Il en prend le commandement. De juin à juillet 1941, il sera engagé dans la guerre franco-française de Syrie



Entrée en Syrie
Fondation de la France libre

La colonne volante dans la campagne de Libye et de Tunisie



Le 24 septembre 1941, le 1^{er} Régiment de marche de spahis marocains renaît aux ordres du chef d'escadron Rémy. Il va former deux groupes de reconnaissance sur le modèle des « colonnes volantes » britanniques. Le deuxième groupe aux ordres du chef d'escadron de Kersauson comprend trois escadrons dont celui du capitaine Morel Deville.

Cet ensemble, autonome et motorisé, mis à la disposition de la VIII^{ème} division blindée britannique est déployé à l'extrême sud de la ligne d'arrêt d'El Alamein. L'escadron du capitaine Morel Deville prend part aux combats en Libye obligeant Rommel à se replier en Tunisie.



Automitrailleuse de l'escadron
Fondation de la France libre



Morel Deville est à gauche
Musée de l'Ordre de la Libération

Le 26 février 1943, la Colonne volante franchit la frontière tunisienne. Elle est engagée dans les combats de Médenine.

Le 12 mars 1943, elle rejoint la Force L du général Leclerc à Ksar Khilane. L'escadron de François Morel Deville participe avec elle à toute la campagne de Tunisie.

Le 10 avril, une reconnaissance aux ordres du capitaine Morel Deville est envoyée en direction de Kairouan.

« *Le capitaine Morel Deville, homme de terrain, est le plus souvent à la tête de son escadron. C'est ainsi qu'il est le premier à entrer à Kairouan* » rapportera un de ses aspirants.



En Tunisie
Fondation de la France libre

Vers la victoire

Après le défilé de la Victoire à Tunis, le régiment est regroupé près du Cap Bon, puis à Sabratha en Tripolitaine avec la 2^e DFL qui deviendra la 2^{ème} DB.

En octobre 1943, le Régiment de Spahis rejoint Tamara au Maroc pour devenir le régiment de reconnaissance de la 2^e DB.



Débarquement à Utah Beach
Fondation de la France libre

Il perçoit du matériel américain chars M3 et Sherman. Exercices et manœuvres se succèdent afin d'être opérationnel selon les normes américaines.

En avril 1944, les Spahis s'embarquent pour l'Angleterre et poursuivent leur entraînement dans la région de Hull.

Le 31 juillet soir, l'escadron Morel Deville débarque à Utah Beach. Il participe à tous les combats de Normandie. A la veille de la libération de Paris, il est envoyé par le général Leclerc en avant-garde vers la capitale.

Lors de la campagne des Vosges, du 10 au 18 novembre 1944, ordre est donné à Morel Deville de couvrir le flanc sud d'une division d'infanterie. Il mène sa tâche avec brio et s'empare de Cirey-sur-Vezouze, le 18 novembre 1944, prenant l'ennemi entièrement par surprise. La route vers Strasbourg est ainsi ouverte.

La chevauchée de François Morel Deville se terminera à Berchtesgaden.

L'après-guerre

Il poursuit une carrière militaire. En juin 1945, il est promu lieutenant-colonel. Il commandera le 1^{er} RMSM, sera observateur de l'ONU en Palestine et attaché militaire à Belgrade. De 1958 à 1961, il sera en Algérie et commandera notamment le secteur de Tiaret. Général de brigade, il est admis en 1966 dans la 2^e section des officiers généraux.

Il décède à Paris le 26 septembre 1968 et il est inhumé à Chambéry.



A la tête du 1er RMSM
Musée de l'Ordre de la Libération

Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération-décret du 1^{er} février 1941
Croix de Guerre 1939-1945 (6 citations)
Croix de Guerre des TOE (2 citations)
Croix de la valeur militaire (3 citations)
Médaille Coloniale
Médaille du Levant
Military Cross - Grande Bretagne
Ordre de l'Armée Populaire - Yougoslavie.

TOM MOREL

CHEF DU MAQUIS DES GLIÈRES

Théodose Morel naît le 1^{er} août 1915 à Lyon dans une famille de soyeux lyonnais, troisième d'une famille de cinq enfants. Il fait ses études chez les jésuites. Il est scout à la patrouille des Cigognes des scouts de France. Henri Grouès (l'abbé Pierre) sera son chef de patrouille...

De 1933 à 1935, il prépare le concours de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr à l'école Sainte Geneviève de Versailles.



TOM . SCOUT de FRANCE
et son Chef de Patrouille
à la terre brûlée.

Le jeune officier du 27^{ème} BCA dans la guerre

Théodose Morel entre à Saint-Cyr en 1935. A sa sortie de l'École, il choisit le 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins, à Annecy, qu'il rejoint comme sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1937.



Théodose Morel, anonyme, ordre de la Libération

En 1938, il épouse une annécienne, Marie-Germaine Lamy.

Nommé adjoint de la section d'éclaireurs skieurs (S.E.S.), il en prend ensuite le commandement en 1939. A la déclaration de guerre, face à la menace italienne, il est sur les crêtes des Alpes avec sa section, à la garde de la frontière.

En juin 1940, à la tête de ses hommes, il mène des combats victorieux, faisant preuve d'un courage et d'une bravoure qui lui valent d'être décoré de la Croix de guerre puis d'être fait chevalier de la Légion d'honneur à 25 ans.

Le choix de la Résistance

À l'été 1940, après la défaite, le lieutenant Morel fait partie de l'armée d'armistice au 27^{ème} BCA à Annecy, reconstitué sous les ordres du chef de bataillon Vallette d'Osia qui entraîne énergiquement ses hommes, troupes et cadres, vers la préparation de la revanche et met en place une mobilisation clandestine. Morel se voit confier la mission de constitution de caches d'armes soustraites à la commission d'armistice.

En 1941, il est affecté comme instructeur à Saint-Cyr, alors repliée à Aix-en-Provence.

Il entre en relation avec le réseau de Résistance *Carte*.

En novembre 1942, à la suite de la dissolution de l'armée d'armistice après l'invasion de la zone sud, le lieutenant Morel, de retour en Haute-Savoie avec son épouse et ses trois enfants, s'engage dans l'action clandestine sous le pseudonyme de Tom, au P.C. départemental de l'Armée secrète dont le chef est Vallette d'Osia. Il sera son adjoint puis occupera la même fonction auprès de Romans-Petit, chef des maquis A.S. de l'Ain qui succèdera à Vallette d'Osia après l'arrestation de ce dernier en septembre 1943.

Le chef du maquis des Glières

Devant le manque crucial d'armes, Romans Petit, comme l'avait déjà fait son prédécesseur, réclame avec insistance des armes à Londres pour les maquis. Il charge Tom de répertorier les zones de parachutage possibles. C'est le plateau des Glières, jugé le plus sûr, qui est homologué par Londres. Romans-Petit prend alors la décision d'installer aux Glières une équipe permanente afin de réceptionner les parachutages attendus pour la pleine lune de février. Il en confie l'organisation à Tom, qu'il nomme en janvier 1944, chef des maquis A.S. de Haute-Savoie.

L'état de siège est instauré dans le département fin janvier. On annonce pour début février une offensive généralisée des forces de Vichy contre les maquis.

Le 30 janvier Tom donne l'ordre au lieutenant Jourdan, dit *Joubert*, de monter immédiatement au plateau des Glières avec 120 hommes des maquis du secteur de Thônes, tous volontaires. Ils arrivent sur le plateau à l'aube du 31 janvier. Le lendemain ils sont rejoints par un groupe d'une cinquantaine de Républicains espagnols.



Tom Morel devant un chalet du Plateau des Glières devant Jean Isaac-Tresca en veste blanche –

photo Raymond Perillat/assoc des

Tom insuffle à ses troupes "l'esprit des Glières"

Lors de la prise d'armes du 20 février, au pied du mât où flotte le drapeau tricolore frappé de la croix de Lorraine, Tom rassemble « le bataillon des Glières », à qui il donne sa devise « Vivre libre ou mourir ».

A cet ensemble disparate - réfractaires au S.T.O., membres des mouvements de jeunesse catholique, anciens du 27^{ème} BCA, sympathisants communistes, Républicains Espagnols - Tom donne une âme commune, il leur déclare : « Il n'y a plus ici ni A.S., ni F.T.P., il y a l'armée française ». C'est l'esprit des Glières.

Sillonnant sans cesse le plateau à ski, il visite toutes les sections, a un mot fraternel pour chacun, galvanise les énergies. Il est l'âme de Glières.

Le dispositif de défense du Plateau mis en place par Tom est efficace. Les attaques des forces de Vichy, qui ceinturent le Plateau seront toutes repoussées.



Levée des couleurs,
photo Raymond Perillat/ass. des Glières

"Vous êtes maintenant des soldats français ; il faut vous considérer comme ayant été parachutés pour mener le combat à l'intérieur des rangs ennemis (...)"

Tom Morel aux Maquisards des Glières

La mort de Tom



L'Hôtel de France,

Photo fonds Raymond Perrillat /ass Glières

La mort brutale de ce chef charismatique est un coup terrible pour ses hommes. Tom est inhumé le 13 mars 1944 au pied du mat des couleurs ainsi que Georges Decour tué à ses côtés. Dès le 2 mai, en pleine Occupation, sa dépouille est transférée au cimetière de Morette qui deviendra la Nécropole Nationale des Glières.

Glières

Les événements s'enchaînent : en raison des conditions météorologiques défavorables le parachutage important attendu en février est différé d'un mois. Le maquis doit se maintenir sur le Plateau. L'état des forces de Vichy se resserre autour des Glières. Tom décide de monter un coup de main dans la vallée, dans la nuit du 9 au 10 mars, contre un groupe G.M.R. installé à Entremont, au pied du Plateau.

L'opération réussit. Les G.M.R. sont faits prisonniers. Mais leur commandant, qui avait été désarmé auparavant, abat à bout portant le lieutenant Morel avec une arme qu'il avait dissimulée sur lui.



Enterrement du lieutenant Tom Morel

©Fonds Raymond Perrillat Association des



Le lieutenant Théodose Morel est fait Compagnon de la Libération à titre posthume par le Général de Gaulle, à Morette, en novembre 1944.



Le général de Gaulle au cimetière de Morette en 1944. Photo DR

Chevalier de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération – Décret du 20 novembre 1944
Croix de Guerre 1939-1945 (2 citations)

PAUL MORLON L'ARTILLEUR DE LA 1^{re} DIVISION FRANÇAISE LIBRE

Sa jeunesse



Paul Morlon est né le 6 décembre 1912 à Beaugy dans le Cher. Après des études à Bourges, puis Orléans, il entre à Polytechnique en 1933. A sa sortie d'école, il choisit l'Ecole d'artillerie de Fontainebleau.



Entrée de l'Ecole Polytechnique avant 1939

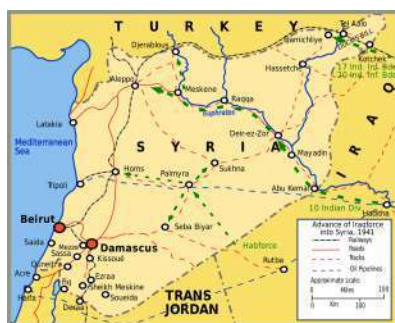
En 1937, il est au 12^{ème} Régiment d'Artillerie Coloniale à Agen. En 1938, il demande à être muté en Afrique. Il est affecté à Fort Lamy au Tchad et prend le commandement de la 4^{ème} compagnie du Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad (R.T.S.T). Il est lieutenant.



Entrée du Quartier du RTST

Français libre

En juillet 1940, il rallie le général de Gaulle et prend une part active au ralliement du Moyen Congo et du Gabon Forces Françaises Libres.



Le général Leclerc prend le commandement du Tchad
Fondation de la France Libre

En décembre 1941, il est affecté à Damas en Syrie au 1^{er} Régiment d'artillerie de la 1^{ère} Division Française Libre.

Lieutenant, il sert au deuxième groupe du régiment comme adjoint de son commandant d'unité. Ce groupe installé à Damas comprend deux batteries à deux sections de deux pièces de 155 mm de type Schneider et une section anti-char à deux pièces de 75mm. A la mi-

décembre, il prend le commandement de la 4^{ème} batterie formée d'éléments ralliés après la campagne de Syrie.

En 1942, la D.F.L. intégrée à la VIII^{ème} armée britannique est engagée en mai à Bir-Hakeim.

Durant cette bataille, la batterie du lieutenant Morlon aura 11 artilleurs tués, 12 blessés et 12 prisonniers.



Combats de Bir-Hakeim
Fondation de la France Libre



Sa batterie participe aux combats d'El Alamein et de Tunisie.

Après le défilé de la Victoire à Tunis, le régiment est regroupé avec la DFL en Tripolitaine. Le 1^{er} septembre 1943, la DFL retrouve la Tunisie et quitte la VIII^{ème} Armée britannique. Réorganisée et équipée avec du matériel américain, la DFL doit être engagée en Italie avec le Corps Expéditionnaire Français du général Juin.

Le 20 avril 1944, le 1^{er} RA débarque au nord de Naples en Italie et participe aux combats de Garigliano et à la marche sur Rome.

Le 18 mai 1944, le général de Gaulle décore Paul Morlon de la Croix de la Libération.

Fin juin, la DFL est regroupée au sud de Rome pour participer au débarquement de Provence.



Le 16 août 1944, Paul Morlon débarque sur les côtes de Provence.

Le 5 septembre, il défile à Lyon avec son régiment, puis les campagnes s'enchaînent avec les Vosges et l'Alsace.

En janvier 1945, chef d'escadron, il prend le commandement du deuxième groupe du 1^{er} RA et sera engagé avec la DFL dans le massif de l'Authion (Alpes Maritimes) dont la mission est de percer par la vallée du Pô en direction de Turin.

Le 18 juin 1945, il défile avec son régiment sur les Champs-Élysées.



Combats de l'Authion
Fondation de la France Libre

L'après-guerre

Il poursuit une carrière militaire et sert au Sénégal, en Indochine et à Madagascar.

En 1964, colonel, il est adjoint à l'amiral commandant le Centre d'expérimentation du Pacifique.

En 1965, il est admis à faire valoir ses droits à la retraite. Après une deuxième carrière comme cadre supérieur à la R.A.T.P, il se retire en 1976 dans son chalet d'Arâches (74) acheté quelques années plus tôt.

Il décède le 3 juin 1993 à Arâches où il est inhumé.

*Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération – décret du 20 novembre 1944
Croix de guerre 1939-1945 (4 citations)
Médaille de la Résistance avec rosette
Distinguished Service Cross (USA)*

FERNAND THEVENET DE L'ADMINISTRATION COLONIALE A LA 2^e DIVISION BLINDÉE



Fernand THEVENET est né le 18 avril 1910 à Clermont en Haute-Savoie.

Après d'excellentes études, il entre à l'Ecole Coloniale formant les administrateurs coloniaux. A l'issue, il effectue son service militaire au 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins de 1931 à 1932 et termine avec le grade de caporal-chef.

En 1934, il est nommé à Madagascar, puis à Brazzaville en 1938. A la déclaration de guerre en septembre 1939, il rejoint l'Etat-major de Douala au Cameroun.

Ayant entendu parler de l'appel du général de Gaulle, il déserte pour s'engager chez les Anglais au Nigeria. Mais en chemin, il rencontre le commandant Leclerc à Tiko dans la partie anglaise du Cameroun.

Français libre

Leclerc avec une poignée d'hommes dont Fernand Thévenet rallie le Cameroun à la France Libre.

De septembre à décembre 1940, il participe, sous les ordres du chef de bataillon Dio, à la campagne du Gabon qui aboutit au ralliement du territoire à la France Libre.

Il est désigné en 1941 pour suivre le cours du peloton d'élèves aspirants à Brazzaville.

Nommé aspirant, il est affecté au Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad (R.T.S.T).



Chars Hotchkiss venant de Norvège, débarqués à Douala, engagés dans la conquête du Gabon.
Fondation de la France Libre



Fondation de la France Libre

Il est de tous les combats du Fezzan et de la Tripolitaine de décembre 1942 à mars 1943.

En mars, la colonne Leclerc devenue Force L est engagée en Tunisie aux côtés de la VIII^{ème} armée britannique.

Le sous-lieutenant Thévenet est cité deux fois, notamment lors des combats de Ksar Rhylane (Tunisie) en se portant au secours de soldats français tombés dans les lignes adversaires.

Après les combats, la Force L se regroupe au nord de Kairouan.

Le 20 mai 1943, avec un détachement du R.T.S.T, il participe avec les Britanniques au défilé de la Victoire à Tunis.

En juin, la Force L rejoint la palmeraie de Sabratha en Tripolitaine où le général de Gaulle informe le 14 juin 1943 le général Leclerc de sa volonté de transformer la Force L en 2^e Division française libre.



En octobre 1943, regroupée à Temara au Maroc, elle devient en effet la 2^e Division blindée.

Le Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad donne naissance au Régiment de marche du Tchad (R.M.T) que rejoint le lieutenant Fernand Thévenet.

À Temara, le RMT est renforcé par des personnels de l'armée d'Afrique. Le Corps Franc d'Afrique formera l'ossature du 3^e bataillon où le lieutenant Thévenet prend le commandement d'une section de la 3^e compagnie. Equipé de matériel américain (Halftack), le R.M.T. alternera entraînements et inspections. Fin avril 1944, la 2^e D.B est regroupée en Angleterre dans la région de York.



La campagne de France



Combats dans les Vosges
Fondation de la France Libre

Fernand THEVENET débarque le 4 août 1944 en Normandie et participe à tous les combats en Normandie, à la libération de Paris et dans les Vosges. Il est grièvement blessé, le 17 novembre 1944, à Badonviller près de Nancy, lors d'un assaut devant des forces allemandes très supérieures en nombre et fortement retranchées.

Sortant des hôpitaux qu'après la Victoire du 8 mai, il ne connaîtra pas la chevauchée de son régiment qui se terminera en mai 1945 au « Nid d'Aigle » d'Hitler à Berchtesgaden.



De la colonne Leclerc à la 2^e DB
Fondation de la France Libre



Avant de le nommer Compagnon de la Libération (décret du 17 novembre 1945), le général de Gaulle lui écrit ces quelques mots le 1^{er} septembre 1945

« Répondant à l'appel de la France en péril de mort, vous avez rallié les Forces Françaises Libres. Vous avez été de l'équipe volontaire des bons compagnons qui ont maintenu notre Pays dans la guerre et dans l'Honneur. Vous avez été de ceux qui au premier rang lui ont permis de remporter la Victoire. Au moment où ce but est atteint, je tiens à vous remercier, amicalement, simplement au nom de la France. »

L'après-guerre

Démobilisé en novembre 1945, Fernand Thévenet rejoint son corps d'origine, l'Administration coloniale. En poste d'abord à Paris au Quai d'Orsay, il retourne ensuite en Afrique : Douala, Bangui et le Tchad.

En 1963, l'heure de la retraite arrivant, il se retire près de Chambéry où il poursuivra une carrière d'officier de réserve comme capitaine, puis chef de bataillon.

Il décède le 17 mars 2001 à Chambéry où il est inhumé.

*Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération- décret du 17 novembre 1945
Croix de guerre 1939-1945 (4 citations)
Presidential Unit Citation
Médaille des Blessés*

ALBAN VISTEL

"LA VERTU D'INTRANSIGEANCE"

Ingénieur et écrivain



Auguste Vistel dit Alban est né le 16 juillet 1905 à Annecy (Haute-Savoie). Il fait ses études à Lyon au Lycée Ampère où il côtoie Henri Frenay, puis à l'école supérieure de chimie industrielle (aujourd'hui ESCPE Lyon) et enfin des études de droit. Diplômé ingénieur chimiste avec comme spécialité la tannerie, il effectue entre 1927 et 1929 son service militaire au Maroc comme sous-lieutenant.

Il part ensuite en Amérique du sud. Il dirige une tannerie à Santiago du Chili où il fréquente des intellectuels chiliens. Il rencontre Louisa Elena Soto Briceno. Ils se marient.

La guerre se préparant en Europe, Alban Vistel décide alors de rentrer en France en 1935.

En 1936, il écrit *Regards sur le monde Indo-Latin*.

Il travaille à Chevreuse dans les Yvelines, puis devient directeur de l'usine Pellet à Vienne dans l'Isère.



Le Palacio de la Modena à Santiago du Chili

L'engagement dans la Résistance



En septembre 1939, il rejoint son arme (l'artillerie) comme sous-lieutenant de réserve mais il est réformé dès octobre. Il reprend volontairement du service en avril 1940 jusqu'à sa démobilisation en juillet. Il adhère immédiatement à l'appel du général de Gaulle et fonde un petit réseau *La Reconquête* dans la région de Vienne. En 1941, il rejoint le mouvement *Libération* en zone sud sur les conseils d'Emmanuel Mounier, philosophe, chef de file du personnalisme.

Journal « Libération »

Chef des Mouvements Unis de la Résistance et des Forces Françaises de l'Intérieur de la zone R1

En novembre 1942, il est arrêté, condamné à 10 mois de prison pour "menées antinationales". Incarcéré à la Prison Saint Paul de Lyon, il s'évade grâce à la complicité de policiers résistants grâce à une fausse levée d'écras.

Il crée un journal clandestin "*la Marseillaise*"

Responsable de Libération Sud pour le Rhône fin 1943, il devient l'adjoint d'Alfred Malleret, chef régional M.U.R. de R1 (Région Rhône-Alpes). Il le remplace en janvier 1944 jusqu'à la Libération.



La prison Saint Paul à Lyon

Le 16 juillet 1944, il est nommé chef régional F.F.I. en remplacement d'Albert Chambonnet arrêté à Lyon le 10 juin et exécuté le 27 juillet par les Allemands.

Un des principaux acteurs de la Libération de Lyon

Chef militaire et politique de la région, il s'efforce de réaliser l'unité des Corps-francs de la Libération et des Francs-tireurs et Partisans français (F.T.P.F.). Nommé colonel FFI sous le nom d'*Hectare* il est un des principaux acteurs de la Libération de Lyon avec son adjoint militaire Descour. Suivant les ordres du Général Koenig, il donne des directives pour éviter les risques d'une insurrection prématurée avant l'arrivée des alliés.

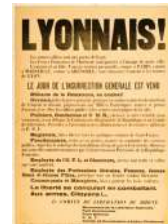
Le 2 septembre il s'empare de la Préfecture du Rhône avec ses F.F.I. Yves Farges peut dès lors s'y installer en tant que Commissaire de la République.



Le 3 septembre Lyon est complètement libéré.

A la Libération, Alban Vistel se démet de ses fonctions militaires.

Il est fait **Compagnon de la Libération** par décret du **27 Décembre 1945**.



Affiche appelant les Lyonnais à l'insurrection



Alban Vistel et le général de Lattre en septembre 1944

L'après-guerre

"La Résistance a été et doit demeurer une intransigeance".



Acteur majeur de la Résistance, Alban Vistel livre aussi une réflexion philosophique à ce propos dans plusieurs ouvrages, en particulier "**Héritage spirituel de la Résistance**" publié en 1955, qui développe un point de vue humaniste, une affirmation des valeurs de la Résistance, la nécessité d'unité, la fraternité et une exigence d'intransigeance qui n'est pas intolérance ; Alban Vistel poursuit cette pensée dans **La Nuit sans Ombre** (1970) et **L'Heure où tombent les masques** (1974).

Engagement politique et désillusions

Président du Comité Départemental de la Libération du Rhône, Alban Vistel est aussi responsable régional du Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.) entre septembre 1944 et la fin de l'année 1945. Il milite pour maintenir un idéal unitaire conformément aux valeurs de la Résistance. Le M.L.N. lyonnais opte pour une fusion avec le Front National de lutte pour la libération et l'indépendance de la France d'obédience communiste. Cette position est minoritaire au sein du mouvement national. Les tensions entre les partisans de la fusion et ceux qui la rejettent s'accroissent. Jacques Baumel, en particulier, défend la ligne majoritaire et fustige les fusionnistes. Le groupe lyonnais d'Alban Vistel sera finalement exclu du MLN le 7 juin 1945. Pour Vistel, c'est l'idéal de l'unité de la Résistance qui disparaît.

Alban Vistel , l'éditeur.

En 1948, avec Marcel Navarro il fonde une société d'édition, "Les Quatre Points Cardinaux". Puis en 1950, ils créent ensemble une société d'édition de bande dessinée "LUG", de nombreuses séries qui vont bercer la jeunesse des années 1950 à 1980 : Blek, Mustang, Nevada, Marvel, Strange, etc. En janvier 1989, cette société sera reprise par l'éditeur SEMIC.

Alban Vistel décède le 13 avril 1994 à Sainte Foy-lès-Lyon où il est inhumé.

*Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération - décret du 27 décembre 1945
Croix de Guerre 1939-1945 (2 citations)
Médaille de la Résistance
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance*